

Discours à la Diète à l'occasion de la visite d'État au Japon (7 juin 2013)

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Président de la Chambre des représentants,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Vous me faites grand honneur de m'accueillir, ici, devant le plus ancien Parlement d'Asie. Votre démocratie a longtemps cheminé avec la nôtre, Japon et France, ensemble, autour des valeurs de liberté, de respect et de reconnaissance.

Il y a eu des hommes, entre la France et le Japon, qui ont communiqué à toutes les époques. Je pense au prince Saïonji Kinmochi, grand ami de Georges Clemenceau, lui-même admirateur du Japon. Je pense aussi à Nakae Chômin : il fut élu lors des premières élections législatives au Japon en 1890. On le surnommait – j'imagine que c'était un compliment – « le Jean-Jacques Rousseau de l'Orient », parce qu'il ouvrit une école où l'on enseignait la philosophie des Lumières. La philosophie des Lumières n'a pas de frontières, elle n'appartient à aucun peuple, elle est une valeur universelle, elle proclame que chacun peut accéder à la liberté et à la culture sans qu'il soit besoin de faire pression sur lui.

Paul Claudel – un grand poète français qui fut aussi ambassadeur de mon pays au Japon et qui connaissait donc bien là où nous sommes – avait eu cette phrase pour décrire la relation entre nos deux peuples. Il disait que nous étions, ensemble, mus par une « sympathie instinctive ». Un siècle plus tard, la « sympathie instinctive » est devenue une amitié solide.

Elle a conduit le peuple français à exprimer sa solidarité envers le Japon lors de la tragédie du 11 mars 2011. Encore aujourd'hui, ici à cette tribune, je vous exprime au nom du peuple français tout notre soutien et toute notre admiration par rapport à la force de caractère qu'a eu le peuple japonais en faisant face à cette tragédie. Nous sommes aujourd'hui encore à vos côtés pour travailler ensemble, gouvernement français et gouvernement japonais, pour participer à la reconstruction et à la sûreté des installations.

Ce qui nous rapproche, au-delà de l'histoire, c'est aussi la culture : la vôtre a toujours fait l'émerveillement de la France. L'année dernière, nous avons été fiers d'accueillir lors du salon du Livre à Paris, Kenzaburō Ōe, prix Nobel de littérature. Nous lisons les auteurs japonais, nous regardons avec émerveillement les architectes japonais et nous avons aussi une inclination pour le cinéma japonais qui a été, une nouvelle fois, primé à Cannes, cette année.

Nous sommes fiers d'accueillir 700 000 touristes japonais, chaque année en France, même si nous souhaiterions qu'ils soient encore plus nombreux. Je lance aussi à cette tribune cet appel : venez visiter la France - et aux Français : venez visiter le Japon.

Ce qui nous unit – la culture, l'amitié, j'ai évoqué l'Histoire, c'est-à-dire la politique. Nous avons établi nos relations diplomatiques il y a 150 ans. Dès l'ère Meiji, la France a souhaité contribuer à la modernisation du Japon – c'est un ingénieur français, Léonce Verny, qui a dirigé la construction du premier arsenal moderne du Japon.

La première entreprise française venue travailler au Japon, c'est Air Liquide et c'était en 1905. Ensuite, au fur et à mesure des années et notamment après 1945, la France et le Japon ont noué des relations fructueuses sur le plan économique, sur le plan politique.

François Mitterrand fut, en 1982, le premier chef d'État français à se rendre en visite d'État au Japon. Il s'est lui-même exprimé devant la Diète japonaise. Son successeur, Jacques Chirac, éprouvait une passion devenue légendaire pour le Japon. Mon prédécesseur, Nicolas Sarkozy, y a aussi effectué un voyage. Bref, de président en président, d'alternance en alternance, la France a toujours su maintenir le cap de la relation entre nos deux pays.

Mais aujourd'hui je souhaite que nous passions à une nouvelle phase **pour ouvrir un partenariat exceptionnel** entre la France et le Japon, ce dont nous avons convenu, aujourd'hui, avec le Premier ministre de votre pays.

Un partenariat, d'abord pour la paix et la stabilité.

Je n'ignore rien des tensions qui existent dans la région et j'en suis préoccupé. Je souhaite qu'elles puissent se régler par l'apaisement, le dialogue et le respect du droit international qui doit conduire les États à avoir cette seule référence pour régler leurs différences.

Il convient aussi, à un moment, de mettre fin aux séquelles du passé qui peuvent être douloureuses. Puis-je me permettre de citer l'exemple de l'Europe. L'Europe a aussi connu au cours du 20^{ème} siècle

des tragédies. Nous avons été capables de les dépasser. Cette année, par exemple, la France et l'Allemagne, qui s'étaient tant déchirées, tant combattues, ont célébré le cinquantième anniversaire de leur traité d'amitié. Hier, ennemis héréditaires, nous sommes aujourd'hui solidaires pour donner à l'Europe sa cohésion, son unité et sa force. Je suis convaincu que cet exemple peut servir à d'autres dans le monde entier.

Mais la France et le Japon ont un rôle éminent à jouer pour la paix.

La France, parce qu'elle est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies ; le Japon parce qu'il doit devenir, lui-même, membre permanent du Conseil de sécurité et parce que c'est une nation pacifique.

Depuis plus de vingt ans, votre pays a fait le choix de contribuer aux opérations de maintien de la paix, partout dans le monde. Je sais ce que vous avez fait encore en Afrique, en Côte d'Ivoire notamment. Chaque fois, il est fait appel à vous, y compris par la générosité du peuple japonais, pour venir en soutien à des pays qui peuvent connaître la famine ou la désolation des guerres.

Je sais aussi que les Japonais ont été durement touchés et éprouvés par la tragédie dite d'In Amenas en Algérie – une sanglante prise d'otages où les Français aussi ont pu connaître des victimes lors du dénouement dramatique. Nous devons agir ensemble pour lutter contre le terrorisme. Et pour faire en sorte que nous puissions prévenir un certain nombre de catastrophes.

C'est le sens de l'intervention de la France au Mali en Afrique de l'Ouest. Je remercie le gouvernement japonais de nous avoir appuyés lorsque j'ai eu à prendre cette responsabilité. Je ne l'ai pas engagée simplement au nom de la France, mais au nom de la communauté internationale parce que nous sommes tous concernés par le terrorisme. Aujourd'hui, cette opération se termine, l'ONU va se substituer à la France et aux troupes africaines. Nous allons pouvoir garantir au Mali sa sécurité.

Mais le terrorisme n'est pas simplement que dans un pays. Il s'est maintenant glissé dans toute l'Afrique et bien au-delà. Nous devons donc agir. Agir d'abord en donnant davantage de moyens au développement de l'Afrique – ce que vous avez-vous-même engagé depuis longtemps.

Mais il y a aussi un autre fléau, au-delà du terrorisme. C'est celui de la prolifération nucléaire. Je le réaffirme ici : l'attitude de l'Iran et de la Corée du Nord ne peut pas être acceptée. Car il n'existe pas de plus grand danger pour la paix que la dissémination de l'arme nucléaire. Avec vous, nous rappellerons

autant que nécessaire à l'Iran le respect de ses obligations internationales et l'arrêt complet visible et irréversible de ses programmes nucléaires.

De la même manière, pour la Corée du Nord, nous maintiendrons, confirmerons et renforcerons les sanctions. Nous ne pouvons pas accepter qu'un pays totalitaire puisse ainsi mettre en danger la paix du monde. Nous dénonçons aussi les violations des droits de l'Homme en Corée du Nord et nous vous apportons – je vous apporte, au nom de la France – notre plein soutien sur le sujet douloureux des Japonais enlevés.

Nous devons travailler tous ensemble pour la pleine mise en œuvre du Traité de Non-Prolifération nucléaire. En 2015 se tiendra la Conférence d'examen sur cette mise en œuvre. 2015, c'est à dire le 70ème anniversaire d'Hiroshima et de Nagasaki.

Je remercie les autorités japonaises de la qualité de l'accueil dont je bénéficie. Je souhaite que cette visite puisse nous permettre d'aller plus loin, y compris dans notre coopération en matière de défense. Nous avons convenu, le Premier ministre Abe et moi-même, que nos ministres des Affaires étrangères et de Défense aient des rendez-vous réguliers pour analyser la situation du monde et permettre que nous prenions les bonnes dispositions, articulions les bonnes réponses face à un certain nombre de tensions – pour que nous puissions défendre également ces conclusions communes dans les instances internationales.

La sécurité n'est pas seulement militaire. Elle concerne aussi la prévention des catastrophes naturelles. La France a un rôle à jouer dans la zone Pacifique, puisque des territoires français sont situés dans cette partie-là du monde.

Nous sommes conscients aussi de ce qu'il nous faut faire pour le développement, pour la sécurité alimentaire, pour la réduction des inégalités. Mais nous sommes deux grandes économies et avons donc notre responsabilité dans ce qu'est la situation de la planète.

Notre partenariat, France-Japon, doit être au service de la croissance. C'est la priorité ici au Japon, c'est la priorité en France.

Nous sommes la cinquième puissance économique mondiale et vous la troisième. Nous vivons depuis trop longtemps dans une crise qui n'en finit pas – que vous appelez ici la déflation et en Europe la récession, la stagnation. Nous ne pouvons pas offrir à nos peuples une espérance digne de leur histoire s'il y a toujours ce doute, cette inquiétude par rapport à l'avenir. Nous devons créer un climat

de confiance. Nous devons dire aux jeunes du Japon, d'Europe et de France, qu'elles auront une place, qu'elles auront même un meilleur sort que nos propres générations. Elles en doutent aujourd'hui.

C'est pourquoi nous devons avoir des politiques économiques qui montrent que nous sommes maintenant sur le chemin de la croissance. Je sais que le Premier ministre Abe a défini une politique économique. Je veux ici vous donner celle que je conduis en France. C'est de donner la meilleure place à l'emploi, c'est-à-dire de faire en sorte que toutes nos forces soient mobilisées pour la compétitivité de nos entreprises, pour leur capacité à gagner des parts de marché ; de faire également en sorte que la demande intérieure puisse être sollicitée grâce à la croissance revenue.

Nous avons des efforts à faire, chacun de notre côté. Ce que nous avons à faire comme réforme, ce sont des réformes sur le marché du travail, sur la compétitivité et aussi sur l'investissement. Nous avons à mener des politiques de sérieux budgétaire, avec des rythmes qui doivent être compatibles avec notre objectif de croissance.

Je sais que vous avez une politique monétaire que vous voulez plus volontariste et qui peut parfois interroger. Je considère que les monnaies doivent refléter les économies de chacune des zones considérées. Nous aurons besoin, au plan international, d'une réforme du système monétaire pour qu'il n'y ait pas une compétition qui soit faussée par les monnaies et que les monnaies correspondent à des objectifs de politique économique, avec une cohérence entre elles.

Je veux que nous puissions multiplier nos coopérations économiques. Elles sont déjà à un haut niveau. Le Japon est le premier investisseur asiatique en France. Il y a 440 entreprises japonaises présentes dans mon pays. Je veux ici les saluer. Elles emploient plus de 70 000 personnes.

Au Japon, il y a 400 entreprises françaises, représentant un montant total d'investissements de 16 milliards d'euros. Nous sommes le troisième investisseur étranger au Japon. Je souhaite que nous puissions élever encore ce niveau de confiance mutuelle, qu'il y ait plus d'entreprises françaises qui viennent au Japon, qu'il y ait plus d'entreprises françaises qui s'installent – et que des alliances puissent même se nouer entre entreprises françaises et entreprises japonaises. Nous avons été capables de le monter dans un certain nombre de domaines énergétique ou automobile. Cela doit être une bonne référence.

Puisque nous avons des convergences en matière de politique économique, portons les ensemble – cela va être bientôt le cas devant nos amis et alliés dans le cadre de la gouvernance économique

mondiale. Je veux parler des réunions du G8 et du G20. Nous devons mettre à l'ordre du jour plusieurs thèmes.

Le premier, la croissance. Toutes les parties du monde doivent connaître la croissance. Ne laissons pas imaginer qu'il y aurait les pays émergents qui connaîtraient la croissance et les pays développés qui n'y auraient plus droit. Comme si c'était terminé pour le « vieux monde » et si tout était possible pour le nouveau. Non, nos économies sont interdépendantes. Nous avons des niveaux de technologie maintenant comparables. C'est l'ensemble du monde qui doit porter l'objectif de croissance.

Le second thème sur lequel nous devons insister, c'est **la préservation de l'environnement**. C'est vrai, vous le vivez ici, **il y a un après Fukushima**. Plus rien ne sera comme avant. Toutes les leçons doivent être tirées pour que pareille catastrophe ne se reproduise plus, ni ici, ni ailleurs. Nous y travaillons. Japon et France, nous devons montrer un niveau de sûreté, incontestable, le meilleur possible – celui qui permettra si des pays en décident souverainement de maintenir une production d'énergie nucléaire. Nous devons également traiter la question des déchets et démanteler les centrales que nous avons décidé de fermer. Voilà aussi un beau défi à relever ensemble, Japon et France !

Nous devons aussi diversifier nos sources d'énergie. Il y a une coïncidence d'intérêts : le Japon et la France ne disposent pas de ressources pétrolières. Raison de plus pour travailler ensemble et faire en sorte que sur les énergies renouvelables nous puissions être, là encore, en avance.

Nous voulons également lutter ensemble contre le changement climatique. La France va organiser en 2015, la conférence sur le climat si tous nos partenaires en sont d'accord. Je souhaite que le Japon nous appuie dans cette démarche, pour que cette conférence soit un succès. Là aussi, votre exemple sera précieux. Ici au Japon, vous avez pris depuis longtemps des mesures efficaces pour l'efficacité énergétique et pour les énergies renouvelables, pour la lutte contre la pollution.

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Voilà ce que je voulais vous dire à l'occasion de cette visite : fierté de connaître une riche histoire entre la France et le Japon ; fierté de partager une même ambition culturelle ; fierté d'avoir des positions politiques convergentes. Mais, en même temps, obligation de porter notre partenariat à un niveau supérieur, de faire en sorte que l'amitié entre la France et le Japon puisse être au service de la croissance, de l'emploi, de la préservation de l'environnement, de la lutte contre les inégalités à l'échelle de la planète.

Nous avons besoin d'avoir des liens plus solides encore entre l'Europe et l'Asie. Ce sera le sens, aussi, de la négociation qui va s'ouvrir sur le partenariat, et donc sur le commerce, entre le Japon et l'Europe. Je souhaite que cette négociation puisse être engagée avec succès. C'est l'intérêt de tous pour que nous supprimions un certain nombre de barrières – tarifaires ou non tarifaires. Il y en a partout et pour tous les produits. Vous qui appréciez la gastronomie française, nous qui apprécions la gastronomie japonaise, nous avons tout intérêt à ce que les produits alimentaires circulent sans entraves et sans craintes.

Mais ce qui est vrai de l'alimentation est vrai de beaucoup de produits. Le commerce peut être un soutien à la croissance, à condition qu'un certain nombre de règles soient posées : la réciprocité, la mise à l'écart d'un certain nombre de produits notamment les produits culturels – ce qu'on appelle l'exception culturelle – pour que le marché n'envahisse pas tout. Mais nous avons besoin de ce rapprochement entre l'Europe et l'Asie. Au sein de l'Union européenne, je serais l'un des partisans, des porte-paroles de ce rapprochement, de cette amitié. La manière avec laquelle cette visite se passe, m'oblige encore d'avantage.

Il y a un proverbe japonais qui prétend que, s'il y a de la confiance, on en voit toujours les bienfaits. Le plus dur donc, c'est la confiance. Nous le savons sur plan économique. Nous le savons aussi sur le plan politique. La confiance, elle ne se décrète pas. Elle ne se proclame pas. Elle se mérite. Elle se constate. Elle se vérifie. Mais nous, depuis longtemps, nous savons que la confiance a été établie entre nos deux pays. Elle s'est même renforcée dans les épreuves. Aujourd'hui, elle s'est consolidée dans les objectifs.

Alors, Mesdames et Messieurs les parlementaires, forts de cette confiance mutuelle, nous ne tarderons pas à en voir les bienfaits, les bienfaits pour le Japon, les bienfaits pour la France, les bienfaits pour l'Europe. Vive le Japon ! Vive la France ! Vive l'amitié entre le Japon et la France !

dernière modification le 09.06.2013